



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône Alpes
Unité interdépartementale Drôme Ardèche**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°20230720-DEC-DAEN0741 DU **24 AOÛT 2023**
PORTANT MISE EN DEMEURE

DE LA SOCIÉTÉ SOLE MIO, DONT LE SIÈGE SOCIAL EST SITUÉ À
ZONE ARTISANALE DU GUIMAND À MALISSARD (26120)
DE RESPECTER LES PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX ACTIVITÉS DE FABRICATION
DE PIZZAS SURGELÉES EXPLOITÉES À LA MÊME ADRESSE.

Le préfet de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur

VU le code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant Monsieur Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 nommant Monsieur Cyril MOREAU secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 26-2023-08-21-00004 du 21 août 2023 de délégation de signature à M. Cyril MOREAU ;

VU l'arrêté préfectoral n°02-2777 du 19 juin 2002 modifié autorisant les installations de la société SOLE MIO dont le siège social est situé Zone artisanale du Guimand à MALISSARD (26120), localisées à cette même adresse ;

VU l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 1^{er} octobre 2021 pour la société SOLE MIO ;

VU l'article 4.2.1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2021 susvisé qui dispose :
« L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (*) (m ³ /an)	Débit maximal		Usage
		Horaire (m ³ /h)	Journalier (m ³ /j) (**)	
Eau souterraine Forage F1	5300	14	113	Alimentation en eau d'appoint les tours aéroréfrigérantes
Eau souterraine Forage F2	1300	1	14	Alimentation en eau d'appoint les tours aéroréfrigérantes
Réseau d'eau	8300	/	/	Sanitaires - Lutte contre l'incendie Eaux de process - Nettoyages

(*) : le prélèvement effectif annuel, basé sur la somme des relevés quotidiens ou hebdomadaires pour l'année civile, ne doit pas dépasser cette valeur

(**) : en cas de relevé hebdomadaire, le débit moyen journalier ne doit pas dépasser le débit maximal journalier mentionné ci-dessus ; »

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception du 20 juillet 2023, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courriel du 27 juillet 2023 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 26 juin 2023 l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- « NCM1_2023 - Conso GERE 2022 :

AEP 12 403 m³

ES 12 909 m³

Volume d'eau de forage consommée entre juin et septembre 2022 en période d'étiage = 6 018 m³

Consommation hebdomadaire maximale en eaux souterraines de 247 m³ pour un maximum de 889 m³/semaine

Conso GERE 2021 :

AEP 13 069 m³

ES : 9 810 m³

Conso GERE 2020 :

AEP : 10 254 m³

ES : 7 438 m³

Les consommations d'eau annuelles dépassent le maximum autorisé depuis plusieurs années. La consommation journalière maximale est respectée. »

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4.2.1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2021 susvisé ;

CONSIDÉRANT que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où les dépassements des prélèvements autorisés constituent une baisse non gérée de la ressource en eau des eaux souterraines de plaine de Valence ;

CONSIDÉRANT que les eaux souterraines de la plaine de Valence sont en alerte sécheresse ;

CONSIDÉRANT que le maintien du prélèvement d'eau à son niveau usuel empiète sur le niveau des eaux souterraines des Alluvions et molasse Miocène du Bas Dauphiné de la Plaine de Valence ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SOLE MIO de respecter les dispositions de l'article 4.2.1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2021 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

ARRÊTE

Article 1 : La société SOLE MIO (n° SIRET 31857058700036), dont le siège social est situé Zone Artisanale du Guimand à MALISSARD (26120), pour son établissement implanté à cette même adresse, est mise en demeure, dans les plus brefs délais et au plus tard d'ici le 31 décembre 2023, de respecter l'article 4.2.1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2021 susvisé en respectant les volumes maximaux autorisés de consommation d'eau potable et d'eau de forage.

Article 2 : En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions pourront être arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de GRENOBLE, ou adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par Internet à l'adresse : www.telerecours.fr.

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de GRENOBLE.

Article 4: Le présent arrêté est notifié à la société SOLE MIO. Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de MALISSARD et tenue à la disposition du public. Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Drôme (www.drôme.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Le secrétaire général de la Préfecture de la Drôme, le maire de MALISSARD et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, chargé de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le **24 AOUT 2023**

Le Préfet,

Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

